



RENCONTRES des acteur·rices de la transition alimentaire en Wallonie



Journée mondiale de l'Alimentation 2024

Compte-rendu de la matinée des rencontres des acteur·rices wallons de la transition alimentaire

Lien pour visionner la présentation Prezi en // : <https://prezi.com/view/i1tCNYbbTJ53TNkILODk/>

Animation de la journée par **Nathalie Ricaille**, journaliste et modératrice, Relayeur & Relier SRL.

Introduction générale

Les organisateurs de la journée réalisent un **mot d'introduction à la journée** :

- **SPW – Direction du Développement Durable en charge de la stratégie alimentaire Wallonne** : Inès Sneessens accueille les participants à la journée, et excuse Monsieur le Ministre Yves Coppieters et Madame la Ministre Anne-Catherine Dalcq qui auraient souhaité se joindre la journée. En effet, ils sont accaparés par des commissions parlementaires ce 16/10.

Ces rencontres sont nées de la volonté partagée de mettre en place un lieu ouvert à tous pour amplifier les échanges et le croisement des regards sur la transition alimentaire. Afin d'être au plus proche des différentes réalités, la Direction du Développement Durable s'est entourée non seulement de la Cellule Manger Demain et de Wagrallim pour imaginer et organiser le programme de cette journée, mais également de nombreux intervenants avec des regards et approches qui importantes à croiser pour appréhender au mieux la complexité de ce sujet qu'est la transition vers un système alimentaire durable.

- **Wagrallim – Pôle d'Innovation et de compétitivité** : Emmanuel Vanzeveren insiste sur la nécessité de se réunir tous ensemble autour d'une noble ambition : nourrir nos concitoyens même beaucoup d'autres personnes demain dans un contexte bouleversé et complexe. Emmanuel Vanzeveren invite à réfléchir et à travailler toutes et tous dans la même direction même si nos visions, nos chemins peuvent différer. Les différences doivent être source d'échanges et d'inspirations mutuelles pour innover et collaborer.

- **Cellule Manger Demain** : Marie Legrain insiste sur la complexité de la transition alimentaire. Pour nous lancer sur la voie du changement, nous avons plusieurs portes d'embarquement possibles – toutes légitimes mais à concilier. Marie propose qu'ensemble et dans notre diversité, nous voyagions aujourd'hui au travers de cette transition alimentaire complexe pour laquelle nous nous mobilisons.

Programme de la journée :

- **Matin** : Explorer les enjeux liés à la transition du système alimentaire wallon. Quels sont les futurs désirables ? Quelles sont les principales questions qui font débat pour imaginer cette transition ? Quels sont les leviers pour y répondre ? Des experts seront là, en matinée, pour en discuter.
- **Après-midi** : Identifier, en discutant avec des acteurs du terrain, des bonnes pratiques à mettre en place, aujourd'hui, pour démarrer et/ou renforcer votre transition et être plus résilients face à ces enjeux.

FAO | La transition vers des systèmes alimentaires durable, un enjeu mondial

- **Intervenant** : **Raschad Al-Khafaji**, directeur du bureau de liaison de la FAO avec l'Union européenne et la Belgique

Contexte : 16 octobre, journée mondiale de l'alimentation

La FAO, Food and Agriculture Organisation, a été créée il y a 79 ans. Sa création date d'une semaine avant la création des Nations-Unies. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, le seul dénominateur dont personne ne pouvait être en désaccord était l'alimentation (besoin de manger, de se nourrir).

Les priorités actuelles sont le **droit aux aliments** en termes de sécurité, de nutrition et d'accessibilité. Il faut rendre accessible l'alimentation du champ aux assiettes, et ce en ne laissant personne de côté. Après l'air et l'eau, l'alimentation est le 3^e besoin humain fondamental. Le droit à l'alimentation est un droit reconnu et contraignant.

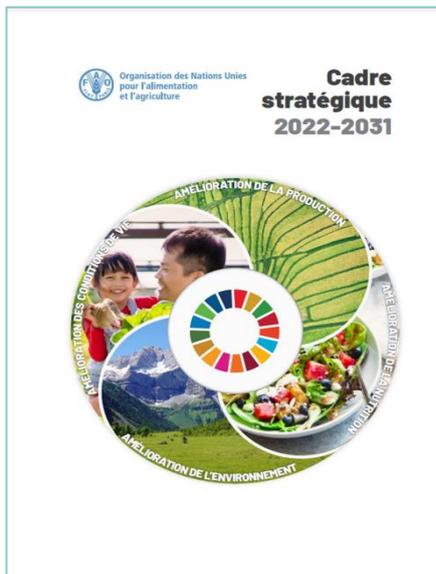
L'organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

Objectif de la FAO : la sécurité alimentaire des pays et l'accès régulier et suffisant à la nourriture pour permettre une vie saine et active à chacun-e.

Composition : 194 Etats membres, l'Union européenne, deux membres associés, active dans 130 pays dans le monde.

Cadre stratégique 2022-2031 ([voir le document](#))

La FAO vise à soutenir ses membres et à appuyer la réalisation du Programme 2030 par une transformation des systèmes agroalimentaires destinée à rendre ceux-ci plus efficaces, plus inclusifs, plus résilients et plus durables.



4 points d'amélioration nécessaires :

- **Production** : Nourrir la population croissante.
- **Nutrition** : Volonté de calculer la nutritivité des produits et non leurs calories. Cela permettra de mieux mesurer la malnutrition.
- **Environnement** : Volonté de trouver des solutions holistiques qui prennent en compte l'environnement. L'agriculture ne doit plus être vue comme un problème environnemental mais doit faire partie des solutions.
- **Conditions de vie** : Résoudre les problèmes de transmission des fermes et amélioration des conditions de vie en zone rurale.

Il est nécessaire que ces améliorations restent en harmonie les unes avec les autres.

Ces différentes améliorations ont lieu dans un contexte où il faut prendre en compte le besoin d'innovation, des technologies, de l'inclusion (intergénérationnelle et genres) et des données.

Systèmes agro-alimentaires durables

→ DEFINITION DE LA FAO

« Un système alimentaire durable est un système qui assure la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous de manière à ne pas compromettre les bases économiques, sociales et environnementales nécessaires pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition des générations futures ».

Pour avoir une vision systémique de l'alimentation durable et ainsi mener des actions efficaces et positives à tous les niveaux, il faut prendre en compte, dans les réflexions, tous les acteurs de la chaîne sur un territoire donné (de la production à la gestion des déchets), les éléments qui gravitent autour (facteurs socio-économiques, environnementaux, etc.), et les interactions entre tous ces éléments.

Défis du système alimentaire global actuel

Les principaux facteurs à l'origine des tendances récentes en matière d'insécurité alimentaires et de malnutrition, et facteurs structurels sous-jacents :

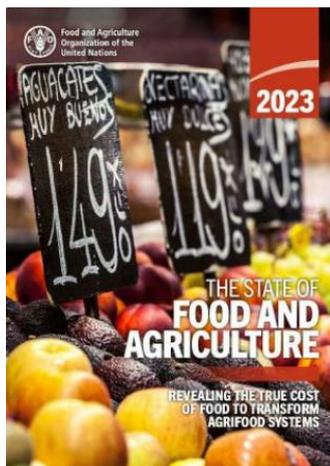
1. Conflits
2. Variabilité et extrêmes climatiques
 - a. Dégradation de l'environnement
 - b. 30% des émissions anthropiques est issu de l'agriculture.
3. Ralentissements et fléchissements économiques
4. Accès insuffisant à des aliments nutritifs et inaccessibilité économique de ces alimentaires, et environnements alimentaires nocifs

- a. Il y a assez de nourriture qui est produite mais la faim persiste.
 - b. Urbanisation, croissance rapide de la population, la richesse et les besoins de la population.
 - c. Difficultés de fournir une alimentation durable dans ce contexte
5. Persistance de fortes inégalités

Les voies à emprunter par les politiques pour agir sur ces facteurs :

1. Renforcer la résilience face aux perturbations
 - a. Faire progresser le lien entre l'action humanité, le développement et la paix.
 - b. Développer la résilience climatique
 - c. Renforcer la résilience économique
2. Remédier aux facteurs structurels sous-jacents
 - a. Réduire le coût des aliments nutritifs tout au long des chaînes d'approvisionnement alimentaire.
 - b. Instaurer des environnements alimentaires sains.
 - c. Remédier à la persistance des inégalités.

Ressources

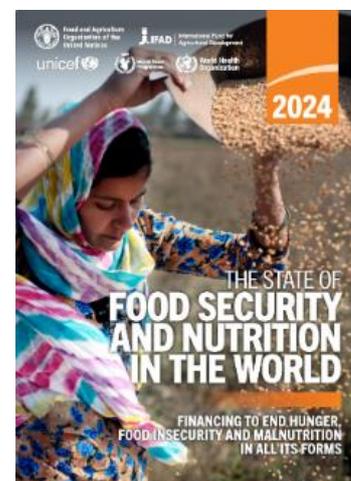


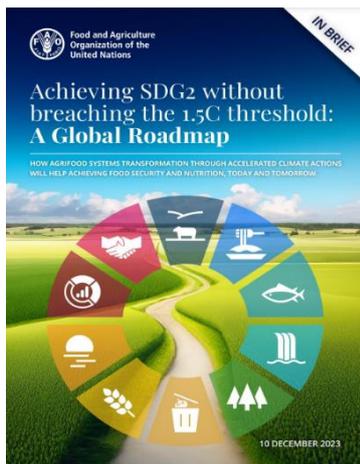
SOFA | The State of Food and Agriculture (situation Mondiale de l'alimentation et de l'agriculture : [voir le document](#))

- Rapport 2023 : Introduction de la notion de coûts et d'avantages environnementaux, sociaux et sanitaires cachés des systèmes agroalimentaires.
- Au niveau mondial, les coûts cachés quantifiés des systèmes agroalimentaires représentent au moins 10 000 milliards \$ dans le monde en parité de pouvoir d'achat de 2020.
- L'édition 2024 sortira le 6 novembre 2024 avec pour thème « La transformation des systèmes d'approvisionnement axée sur la valeur »

SOFI | The State of Food Security and Nutrition in the World (rapport de l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde : [voir le document](#))

- Entre 713 et 757 millions de personnes ont connu la faim en 2023, cela représente 1 personne sur 11 dans le monde et 1 personne sur 5 en Afrique.
- Afin d'atteindre les cibles 2.1 et 2.2 des ODD (éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition), il faut un financement accru et un meilleur rapport coût-efficacité.
- A propos de la complexité des financements : le SOFI 2024 contient des recommandations pour rendre ces financements plus efficaces de meilleure manière à lutter contre la malnutrition.





Road map | Feuille de route mondiale pour atteindre l'ODD 2 sans dépasser le seuil de 1.5°C : [voir le document](#))

Il y a trois étapes différentes car la situation entre les pays est inégale pour atteindre les accords de Paris tout en respectant l'ODD 2.

- **Volet 1** : Vision globale : présenté en 2023 à la COP 28
- **Volet 2** : Vision régionale et concentration sur le financement : pour la COP 29 en 2024
- **Volet 3** : Etablir des plans d'actions nationaux et assurer le suivi : pour la COP 30 en 2025

10 domaines clefs : élevage, cultures, énergie propre, garantir une alimentation saine pour tous, pêche et aquaculture, sol et eau, forêts et zones humides, pertes et déchets alimentaires, données, et politiques inclusives.

Importance d'une approche holistique collective

Tout es **les acteur·rices doivent collaborer** : Universités et institutions de recherche, société civile, agriculture familiale, secteur privé, mobilisation des ressources, coopération sud-sud, alliances parlementaires...

Le Bureau de liaison de la FAO à Bruxelles est une plateforme d'échange. Il collabore avec différents partenaires : institutions académique, régionales, européenne, société civile.

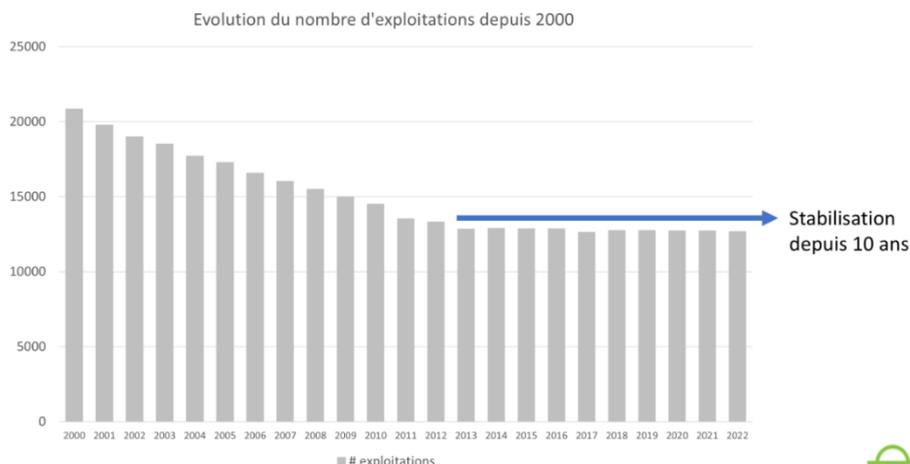
ICEDD | Connaissez-vous bien le système alimentaire wallon et ses enjeux ?

→ Intervenant : **Raphaël Gehrenbeck**, data analyst, Inst. de Conseil et d'Etudes en Développement Durable asbl

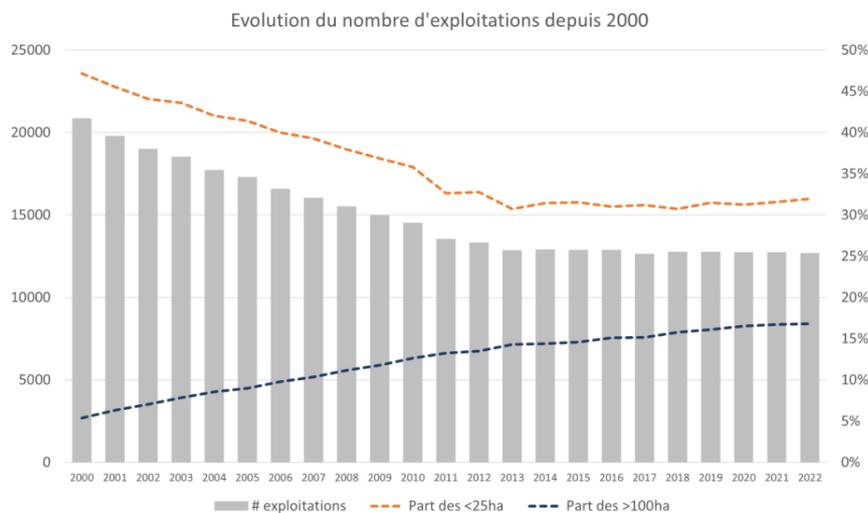
Raphaël Gehrenbeck propose à l'assemblée un quizz pour tester les connaissances des participants des enjeux du système alimentaire. Les éléments repris ci-dessous sont les réponses aux quelques questions posées à l'assemblée.

Nombre d'exploitations agricoles en Wallonie

Depuis 10 ans, le nombre d'exploitations agricoles wallonnes est resté stable. Il a chuté jusque 2013 avant une stabilisation.



L'analyse de cette chute globale du nombre d'exploitations avant 2013 selon la taille de l'exploitation agricole montre une diminution du nombre des petites exploitations (<25ha) et une augmentation du nombre des grandes exploitations (>100 ha).



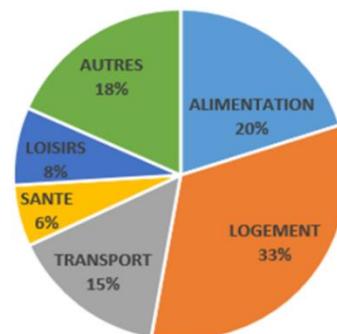
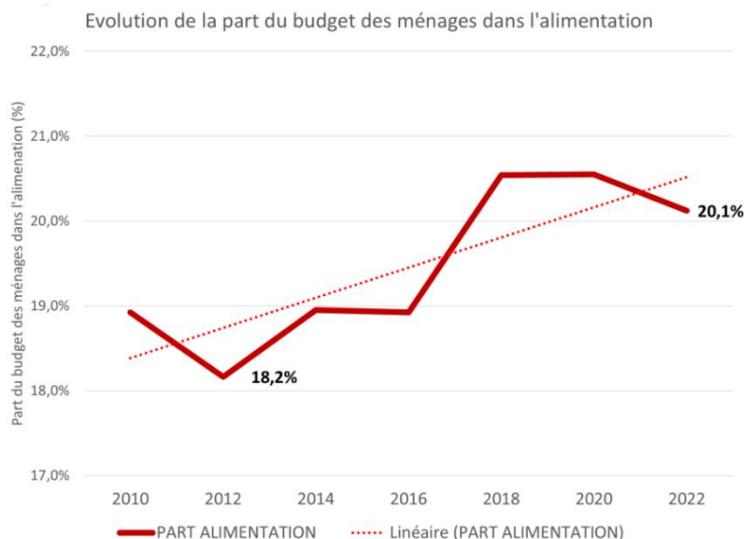
Diminution du nombre de petites exploitations, en // d'une augmentation du nombre des très grandes exploitations.



Source: SPW, Chiffres-clés de l'Agriculture 2022

La part du budget des ménages dédiée à l'alimentation

Depuis 10 ans, la part du budget des ménages allant dans l'alimentation a augmenté de 2%. Il est de 20%. En termes de pourcentage, il n'existe pas d'écart entre les ménages en fonction de leurs revenus. Néanmoins, en absolu, le montant dédié à l'alimentation pour les ménages à plus bas revenus est plus faible.



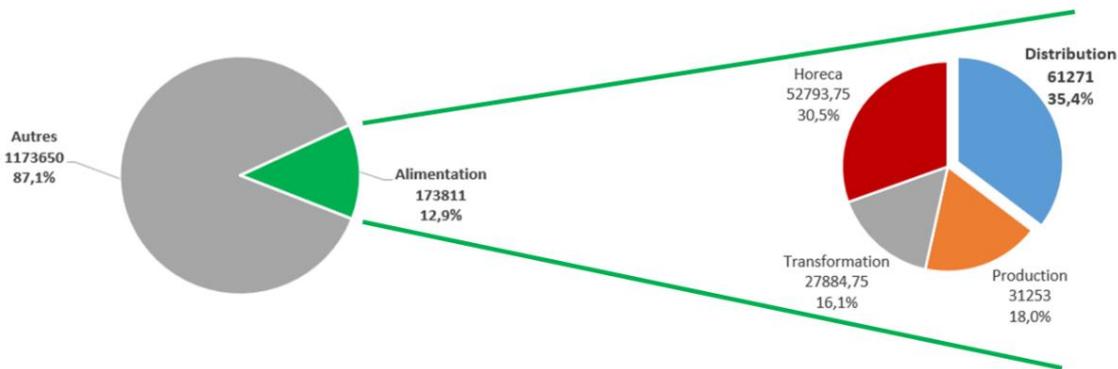
+/- 20% du budget des ménages va dans l'alimentation.



Source: Statbel - Budget des ménages

L'emploi dans la chaîne alimentaire

La DISTRIBUTION est le maillon du secteur alimentaire qui compte le plus d'emplois (salariés et indépendants).

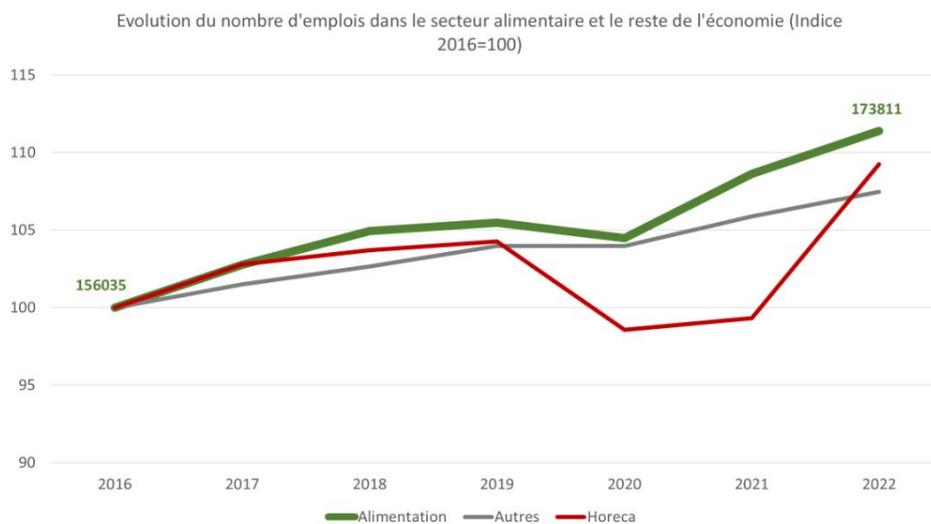


Le secteur alimentaire emploie environ 13% de la population active en Wallonie.

Le secteur Horeca représente à lui seul environ 30% de l'emploi total du secteur.



Sources: BNB, ONSS, Inasti



Le nombre d'emplois du secteur alimentaire croît plus vite que dans le reste de l'économie wallonne.

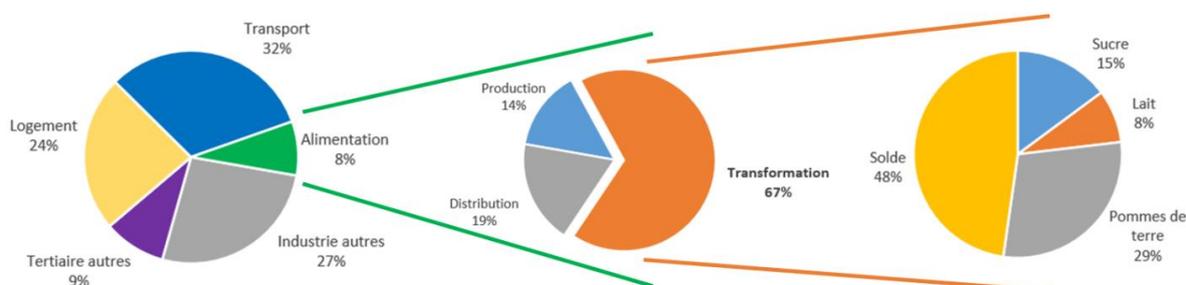
Après la crise du Covid, le **secteur Horeca a repris** sa tendance à la hausse.



Sources: BNB, ONSS, Inasti

La consommation d'énergie dans la chaîne alimentaire

La TRANSFORMATION est le maillon du secteur alimentaire qui consomme le plus d'énergie.



En comparaison des 13% de l'emploi wallon, **le secteur alimentaire couvre 8%** de la consommation d'énergie de la région.

Dans le maillon Transformation, **les filières Pommes de Terre et Sucre sont prépondérantes.**

Non comptabilisés: les transports pour faire les courses alimentaires, l'énergie nécessaire pour la cuisson.

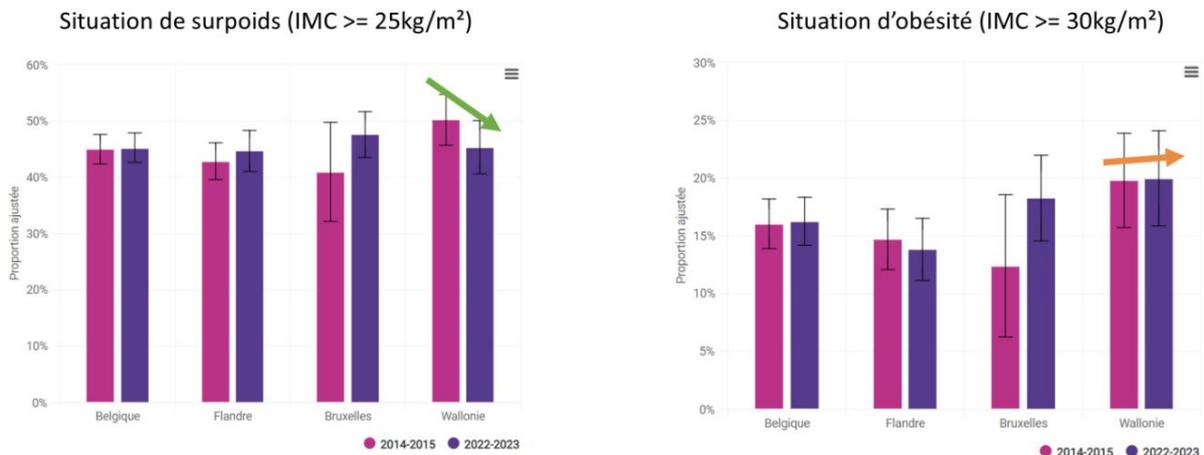


Source: SPW, ICEDD - Bilans énergétiques wallons 2022

Santé de la population

La part de la population wallonne en situation d'obésité¹ est de 20%.

En Région Wallonne, on observe une diminution de la part de la population en surpoids (50 à 45%), mais le taux d'obésité a stagné. La Wallonie présente un taux d'obésité plus élevé que la Flandre et Bruxelles.



Malgré la baisse de la part de la population en surpoids, **le taux d'obésité a stagné et touche toujours 20%** de la population wallonne.



Source: Sciensano – Enquête de consommation alimentaire 2022-2023

Conclusion – Explication de l'exercice

A la fin du quizz, Raphaël Gehrenbeck explique qu'il effectue ce travail d'analyse de données dans le cadre d'un projet de mise en place d'un observatoire du système alimentaire wallon. L'objectif est de traduire le référentiel « Vers un système alimentaire durable en Wallonie » en un outil de suivi des enjeux du système alimentaire wallon. Il réalise se travaille en collaboration avec l'équipe SYTRA, UCLouvain, pour le SPW-Direction du Développement Durable.

Inès Sneessens, SPW-Direction du Développement Durable, explique alors que ce projet d'observatoire du système alimentaire wallon est développé au sein de la Direction du Développement Durable, dans le cadre de leur rôle de coordination de la stratégie alimentaire wallonne. Son objectif est de pouvoir informer, conseiller et guider les décisions politiques. L'ambition est donc de pouvoir fédérer en un endroit les données disponibles par ailleurs en matière d'alimentation, que cela soit au travers de statistiques en matière de santé, en matière d'environnement, en matière socio-économique, etc. Pour sa mise en place, le consortium d'experts (ICEDD, SYTRA) réalise un gros travail d'inventaire des données disponibles pour traduire les objectifs de la stratégie alimentaire en indicateurs. Ce travail devra bien entendu être séquentiel - en prévoyant des moments d'échange avec acteurs publics et privés, afin de s'assurer qu'il reflète bien les réalités et la complexité des enjeux de la transition alimentaire. Pour toute information complémentaire sur le projet : alimentation.durable@spw.wallonie.be

¹ Obésité : IMC >=30kg/m²
Surpoids : IMC >= 25kg/m²

→ Intervenant : **Caroline Amrom**, chargée de recherche, Sytra - UCLouvain

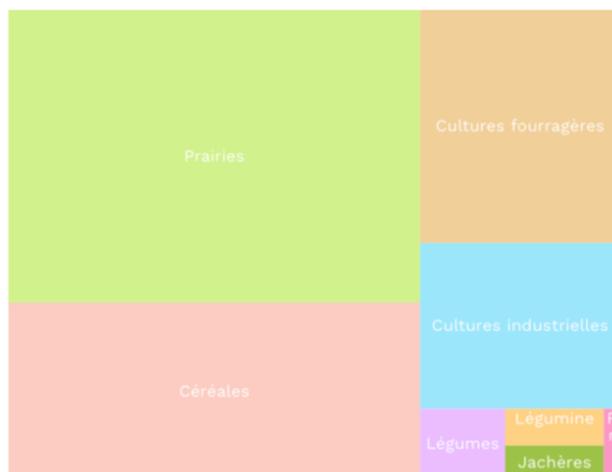
A propos de Sytra ?

- ✓ Equipe : 4 Doctorant-es, 7 Assistant-es de recherche, Professeur Philippe Baret
- ✓ Principe d'action : inclusivité et transdisciplinarité
- ✓ Thématique de recherche : Chaîne de valeur, Systèmes de production, Chemins de transition

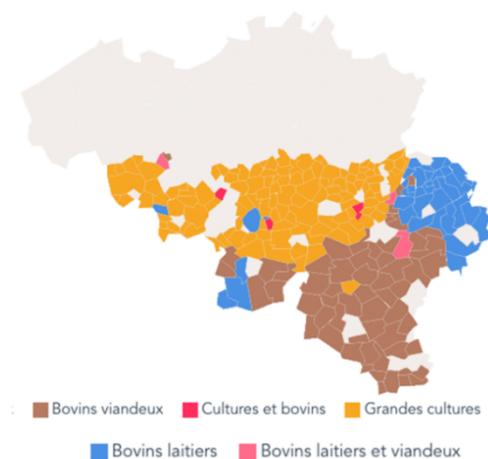
Production agricole en Wallonie

La Surface Agricole Utile (SAU) en Wallonie représente 735000 ha. Elle est principalement composée de prairies, de céréales, de cultures fourragères et de cultures industrielles. Nous avons sur notre territoire une grande spécialisation en bovins viandeux, bovins laitiers et en grandes cultures.

SAU = 735 336 ha
(44% de la surface de la Wallonie)



Carte des spécialisations par commune



19 825 emplois

répartis sur 11 919 exploitations agricoles.

Soit une baisse de 56% en 30 ans. Les agricultures ne représentent maintenant plus que 1,5% du total des emplois du territoire.



37 millions de tonnes de CO2 émise par an par notre production agricole



600 000 ha de soja cultivés très loin pour nourrir le bétail belge accélérant des phénomènes de déforestation



20% des agriculteurs belges vivent sous le taux de pauvreté en 2024.



8% des eaux souterraines ont des taux trop élevés de nitrates



45% des oiseaux des champs ont disparu en 30 ans en Europe

Utilisation des surfaces agricoles :

- ✓ 71% de la surface dédiée l'alimentation humaine d'origine animale
- ✓ 20% de la surface dédiée l'alimentation humaine d'origine végétale
- ✓ 9% de la surface dédiée à la production d'énergie d'origine végétale

→ Enjeux d'allocation des terres : Compétition d'utilisation importante

Et si on changeait de perspective ?

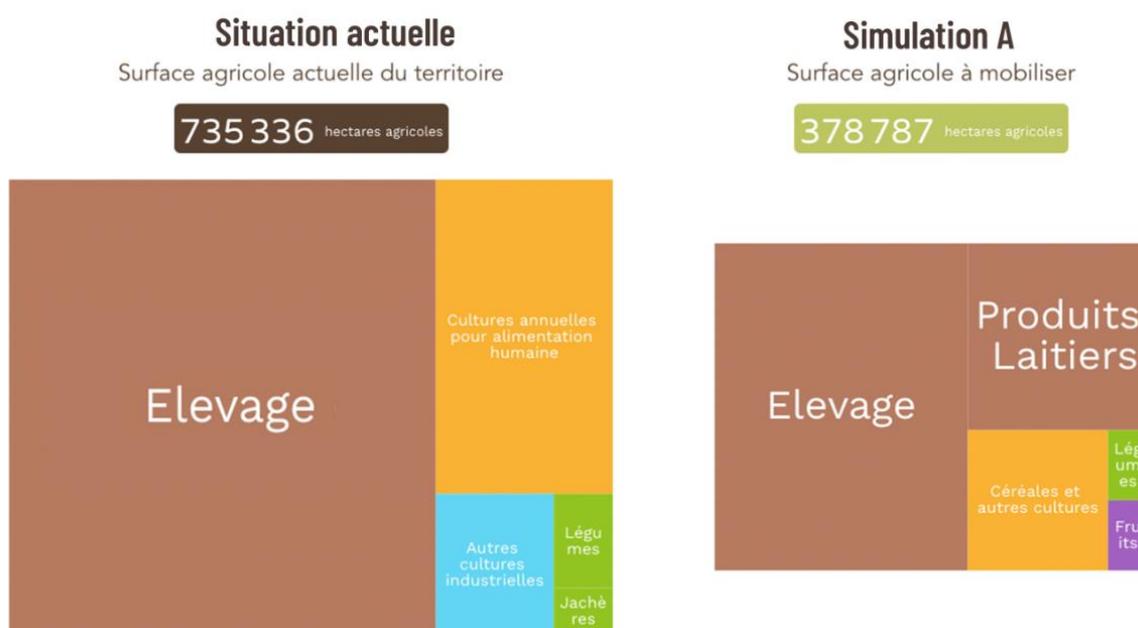
Précision vocabulaire utilisé :

- ✓ **POTENTIEL NOURRICIER** : capacité théorique d'un territoire à nourrir sa population. Au-delà de 100%, on répond au besoin des consommateur·rices. Cela implique qu'il est possible d'exporter le surplus. Pour nourrir la Wallonie et Bruxellois, le potentiel nourricier doit atteindre 120%.
- ✓ **EMPREINTE ALIMENTAIRE** : impacts importants à prendre en compte
- ✓ **SIMULATION** : ordre de grandeur théorique : une possible réallocation des surfaces doit se faire selon les réalités agricoles ET selon les réalités socio-économiques.

Parcel : Outil d'abord développé en France (par Le Basic notamment) et adapté pour la Wallonie → le lancement officiel de l'outil est aujourd'hui ! Cet outil permet de réaliser différentes simulations sur le territoire wallon → [Voir l'outil](#).

Il est possible de jouer sur différents leviers de durabilité : le pourcentage de relocalisation, le pourcentage bio, le régime alimentaire et le gaspillage. Cela va permettre ensuite de visualiser différents résultats : les impacts (en termes de consommation d'eau, de d'impact sur la biodiversité, de pollution des sols, d'émission de GES, de consommation des ressources naturelles), les emplois agricoles, et les surfaces agricoles nécessaires.

Simulation A | Quel est le potentiel nourricier de la Wallonie et son empreinte alimentaire, à régime inchangé, si 100% de relocalisation ?



Le potentiel nourricier actuel de 194%. Cela signifie qu'on dépasse de 70 % la capacité de la région wallonne à nourrir les wallon-nes et les bruxellois-es. En d'autres mots, il ne faudrait que la moitié des ha disponible pour nourrir la population wallonne.

Il est à préciser que ce pourcentage est très différent d'une production à l'autre. On est en surplus en céréales et en viande bovine et en légumes. On est cependant déficitaire en fruits.

Les impacts de l'empreinte sont de 3400 kT équivalent CO2 (cela représente 70% des GES) et une grande consommation en eau (81 milliards m³)

Simulation B | Quel est le potentiel nourricier de la Wallonie et son empreinte alimentaire si 100% de relocalisation et consommation de 30% de produits bio ?



Le potentiel nourricier est à 150%. Il est moins élevé car certaines cultures bio n'ont pas encore des rendements aussi grands qu'en conventionnel. Il reste cependant supérieur à 120%, ce qui permet de nourrir la Wallonie et Bruxelles.

On assiste à une augmentation des émissions de GES de 1% par rapport à la simulation 1. Cela est dû à l'augmentation de la surface nécessaire (qui est de 30% supérieure). Il diminue si on le reporte à l'hectare.

Cette simulation permet de faire apparaître des impacts positifs pour la biodiversité et pour la richesse des sols de d'atteindre les objectifs fixés en bio, et ce, sans risque de manque alimentaire.

Simulation C | Quel est le potentiel nourricier de la Wallonie et son empreinte alimentaire si 100% de relocalisation, 30% de produits bio et régime TYFA (moins de produits viandeux, pommes de terre/sucre et plus de protéines végétales et légumes et fruits) ?

Simulation B

Surface agricole à mobiliser

489 241 hectares agricoles



Simulation C

Surface agricole à mobiliser

325 337 hectares agricoles



Le potentiel nourricier passe à 226%. Cela veut dire que la surface à mobiliser pour nourrir les wallons et les bruxellois est moindre que dans un scénario 100% relocalisation lorsqu'on y joint des objectifs favorables pour l'environnement : les objectifs de 30% en bio et la modification de nos habitudes de consommation. En effet, en termes d'impact, on assiste à une diminution de 24% des GES et à une grande diminution de la consommation en eau (48 milliards m³, ce qui représente une économie en eau de 40%).

On observe par ailleurs un changement de l'allocation des terres. En effet, la diminution de la consommation de viande a un impact sur les besoins en surface. Les productions d'élevage et de céréales associées deviennent largement excédentaires.

Point faible du logiciel actuellement : on ne sait pas visualiser les impacts supplémentaires en termes de biodiversité et de richesse des sols en modifiant le régime alimentaire. Il n'est pas non plus pris en compte le potentiel des prairies par exemple.

Conclusion | Pour nourrir la Wallonie demain...

Il y a suffisamment de terres agricoles en Wallonie pour produire répondre à une consommation durable, en produisant durablement.

La consommation de viande est un levier de durabilité à fort impact en termes de CO2 et de consommation d'eau. (Point d'attention sur l'importance des prairies)

Il faut :

- ✓ Réussir à distinguer l'impact de la production alimentaire dans le mix agricole totale, pour distinguer les contributions du secteur par usage.
- ✓ Agir à différentes échelles et par une combinaison de différents leviers pour augmenter la durabilité environnementale tout en garantissant une durabilité socio-économique.
- ✓ Faire des choix d'usages des sols dans la lumière des priorités et de choix en termes d'usages et de durabilité.

L'[outil PARCEL-Wallonie](#) est donc un outil quantitatif de simulation qui permet de penser le territoire à l'échelle wallonne grâce aux scénarios présentés. Il permet également de réfléchir aux changements socio-économiques que ça implique et s'inscrit dans un cadre politique global.

Wagralim | Roadmap du système alimentaire wallon à l'horizon 2035

→ Intervenant : **Emmanuel Vanzeveren**, Wagralim

Missions et vision de Wagralim

Wagralim est le pôle de compétitivité de l'industrie agro-alimentaire.

- ✓ Préférence pour le mot coopération (au lieu de compétitivité)
- ✓ Industrie : essentiellement des PME (95% ont moins de 50 travailleurs)

Wagralim est le référent wallon de l'innovation alimentaire sous toutes ses formes : process, produits et approches marché. La mission est de stimuler l'innovation et la collaboration au sein de l'écosystème alimentaire et d'accompagner les acteur·rices dans leur développement responsable et leur transition durable.

La vision : Wagralim est le moteur wallon de l'innovation et est un acteur clef de la transition du système alimentaire en Europe.

Les outils d'innovation doivent être adaptés à la réalité des acteur·rices.

Construction d'une roadmap du système alimentaire wallon horizon 2035

La construction de la [Roadmap](#), commanditée par le SPW, a été basée sur le principe prospectif « quels sont les futurs possibles ? ». Cela n'est pas spécialement des futurs désirables.

Rappel : La Wallonie est un petit territoire, ouvert au sein de l'Europe.

Analyse prospective et systémique

Rassemblement de tous les acteur·rices de la chaîne de valeur avec des expert·es des différents maillons (expert·es industriel·les, académiques, de terrain). Qu'est-il possible de mettre en place ? Le territoire est soumis à des paramètres que nous ne maîtrisons pas toujours.

Quels paramètres sont les plus significatifs ? comment évoluent-ils ? La roadmap a été coconstruite : 19 fiches variables reprenant des indicateurs (avec des versions condensées) sur 3 niveaux. Cela a permis d'**identifier des hypothèses** puis des **scénarios prospectifs**. Cinq scénarios ont été sélectionnés et explorés (voir ci-dessous).

Scénario 1 | Transition lente et hésitante

Continuer comme on fait sans grande révolution, Business As Usual. On optimise comme on peut.

Scénario 2 | Priorité à l'économie

Contexte politique et international place l'économie au-devant de la scène et des décisions. Les questions de durabilité et d'environnement passent au second plan. Par exemple, la Politique Agricole Commune (PAC) est centrée sur l'économie et l'efficacité via des politiques libérales (usage, praticité).

Scénario 3 | Souveraineté européenne

Primauté de l'indépendance économique et alimentaire de l'Europe. L'Europe bloque les frontières, on arrête l'importation et l'exportation. Les conséquences pour la Wallonie seraient notamment l'approvisionnement au niveau de nos matières premières (très importées actuellement) et notre exportation (serions-nous obligé-es de nous nourrir que de frites et de chocolat ?). Il y aurait également des conséquences sur les consommateur-rices au niveau des prix à payer.

Scénario 4 | Chacun pour soi

Nous serions dans un contexte de montée du nationalisme, scénario pas si farfelu que ça. Le marché se referme au niveau des Etats/des Régions. Il faudra vivre avec moins d'importations et d'exportations. Souveraineté économique sur les biens alimentaires mais pas que : besoin de produire nos matières premières et notre énergie.

Scénario 5 | Urgence climatique

La politique climatique va devenir dominante : mise en place d'une politique volontariste. Certains pays ne sauront plus produire ce qu'ils produisaient.

Que faire de ces scénarios ?

1. Il est nécessaire aujourd'hui de transformer la menace du changement climatique en opportunité : il faut devenir les producteur-rices pour d'autres pays.
2. Il est nécessaire d'anticiper et se préparer : il faut s'accorder ensemble à ce qui nous attend.
3. Trouver de la robustesse au sein des scénarios, notamment au niveau de l'approche des filières, des chaînes de valeurs.
4. Jouer le coup d'après : être innovant et regarder ce que font les voisins.
5. Réunir les conditions de réussite : concentrer les moyens, intensifier les synergies, renforcer l'entrepreneuriat, et animer les communautés d'acteur-rices

Piliers importants

1. Qu'est-ce que notre tissu alimentaire en Wallonie peut faire ? **Soutenir et renforcer la résilience de nos secteurs emblématique**. Nous avons besoin d'être plus résilients et robustes sur ces secteurs, à savoir la transformation de la pomme de terre, la boulangerie/pâtisserie, et la confiserie/chocolat/biscuits.
2. **Préparer les PME aux défis de demain**. L'innovation a le potentiel de développer des emplois au sein des PME. En effet, les PME restent des structures fragiles en temps de

crises. Cela a été souligné lors de la crise du prix de l'énergie et la guerre en Ukraine qui ont toutes deux suscité la hausse du prix de l'énergie et la hausse du prix des matières premières.

3. **Accompagner la transition protéique vers un nouvel équilibre et repenser les filières de demain.** Depuis 2010, on est sur un plateau au niveau des rendements de la betterave sucrière par exemple. Le changement climatique nous oblige à adapter nos cultures, et donc à restructurer nos filières.
4. **Booster la biotechnologie au service de l'innovation agroalimentaire.** Cela ne signifie pas forcément de développer de la viande dans des boîtes de pétri. Par exemple, la *Food biotech* permet de mieux connaître les besoins physiologiques humains (intestins), les techniques de fermentation.

Regards croisés entre Caroline Amrom et Emmanuel Vanzeveren

Nathalie Ricaille : Un point d'accord entre vous, c'est la question des filières. Pourriez-vous expliquer en quelques mots ?

C. Amrom : Les filières sont importantes. Le potentiel alimentaire existe et les capacités de productions sont importantes : il est important de prendre en compte les filières à l'échelle locale. C'est ce qui bloque en ce moment, notamment à cause de la standardisation des processus. Cette standardisation bloque le boost des filières locales. Il faut sortir de la spécification pour laisser la place à la transition.

E. Vanzeveren : Le changement s'impose à nous, ce qui est important, c'est notre attitude face au changement. L'industrie sera perturbée par le changement de standardisation. L'industrie veut aussi trouver des producteurs locaux, tout n'est pas acheté à l'étranger. Ce n'est pas son objectif d'acheter tout ailleurs mais ce n'est pas toujours possible d'acheter local.

Nathalie Ricaille : Un point de réflexion semble être la question de la transition protéique. Pourriez-vous préciser 2-3 messages clés pour cette réflexion ?

C. Amrom : J'émet des réserves face à la promesse de la protéines végétales : ce n'est pas une solution magique. Pour l'instant on augmente nos consommations en protéines végétales sans diminuer la part animale. Cela risque vraiment de poser souci – On parle ici d'enjeux de santé. Même si je suis d'accord qu'il ne faut pas opposer les deux et que la protéine végétale ne pourra pas se substituer tout à fait à l'animale.

E. Vanzeveren : Il y a peu de production de protéines végétale en ce moment (0.8% de la surface), c'est anecdotique, il y a donc une marge possible de progrès. Il ne faut pas cumuler les 2 origines de protéines pour la santé. La solution ne serait pas de revenir à des légumineuses brutes, et d'éviter les produits transformés comme substitut ? Il faut changer les habitudes.

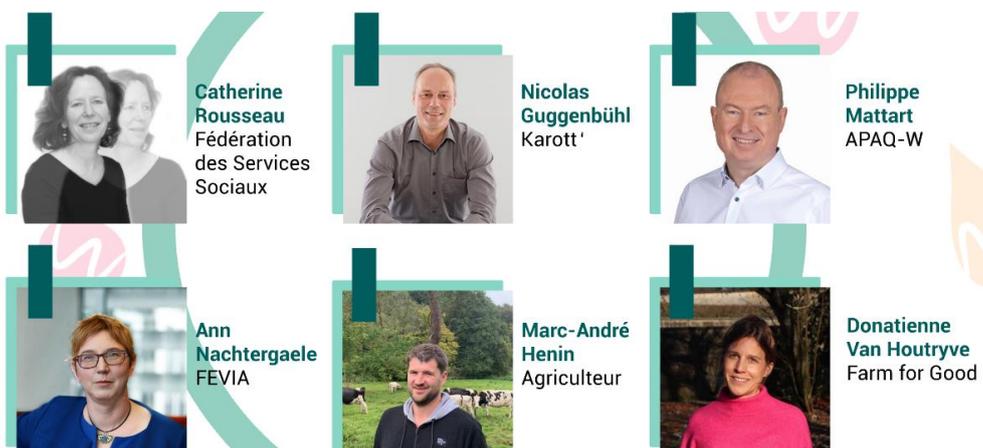
C. Amrom : L'investissement de la recherche sur la production des protéines végétales reste essentiel.

Nathalie Ricaille : Un point de débat est la question de l'exportation et donc de la spécialisation de la Wallonie vers certaines filières. Pourriez-vous nous expliquer ?

E. Vanzeveren : Actuellement nous exportons pour des raisons économiques et peut-être y a-t-il des coopérations alimentaires mais à l'avenir nous aurons exporté pour pallier le déficit de production dans de nombreux pays y compris en Europe. Nous avons comme devoir d'utiliser tout le potentiel de notre territoire pour pouvoir exporter en plus. C'est bien-sûr important de faire des matériaux biosourcés, mais cela exerce une pression sur l'allocation des terres renforcé par la pression liée aux cultures énergétiques qu'il ne faut pas oublier de contrôler pour continuer à produire. Nous devons nous placer en solidarité avec les autres pays : par exemple, nous avons longtemps importé des tomates, bientôt ce sera à notre tour d'en exporter (référence au changement climatique).

C. Amrom : On est très dépendants des produits importés. Le blé biscuité n'est pas du tout développé et valorisé, on importe pour des raisons financières aussi. Nous pourrions développer le blé panifiable : nous pourrions l'exporter mais il serait également intéressant de savoir le valoriser. En bref : retravailler les filières pour plus de production à partir de matières locales.

Panel d'expert·es



Nathalie Ricaille : Pouvez-vous vous présenter et exposer, à propos des présentations précédentes, une pépite, c'est-à-dire un propos avec lequel vous êtes en accord, et un caillou, un propos avec lequel vous êtes en désaccord ?

D. Van Houtryve : Présentation Farm for Good.

- ✓ **Pépite** : Importance des droits fondamentaux (cf. présentation FAO) : le droit aux aliments vient compléter le droit à l'air pur et le droit à l'eau non polluée. Cela montre que tout est lié à l'agriculture. Il est fondamental de maintenir ces droits.
- ✓ **Caillou** : Nombre d'exploitations agricoles (cf. présentation ICEDD) : nous avons besoin d'une augmentation et non d'une stagnation du nombre des exploitations. Il est nécessaire de revaloriser le métier d'agriculteur·rices.

N. Guggenbühl : Présentation Karott'

- ✓ **Pépite** : La complexité est l'antidote à la simplicité (équation difficile), nous avons besoin de la reconnaître. (cf discours d'introduction)

- ✓ **Caillou** : Le concept de l'autonomie nourricière (cf. présentation Sytra) pas évident à entendre, cela a des relents de communisme.

C. Rousseau : Présentation Fdss et concertation aide alimentaire

- ✓ **Pépité** : Il y a assez de terres disponibles pour nourrir tout le monde en Wallonie. (cf. présentation Sytra)
- ✓ **Caillou** : 1/10 personne dans le monde souffre de la faim dans le monde (cf. présentation FAO), le chiffre est identique en Wallonie.

P. Mattart : Présentation APAQ-W

- ✓ **Pépité** : Le message de la FAO est stratosphérique mais il doit percoler chez les acteur·rices économiques. (cf. présentation FAO)
- ✓ **Caillou** : Il y a eu un manque de vision holistique dans les présentations : nous avons besoin de réconcilier les aspects économiques avec les aspects environnements, sociaux et santé.

A. Nachtergaele : Présentation FEVIA (transformation PME de matières premières belges)

- ✓ **Pépité** : C'est chouette qu'un labo de recherche comme Sytra existe.
- ✓ **Caillou** : Attention à ne pas confondre les chiffres belges et wallons (Cf. présentation Sytra et les chiffres sur le soja).

M.-A. Henin : Présentation de la ferme *d'Esclaye* (Calestiennes – fromages, beurre, viande avec les vaches laitières, livre Carrefour, céréales panifiables, bio, C'durable, label prix juste, label Nature et Progrès)

- ✓ **Pépité** : Le chiffre sur le soja est intéressant car il montre que notre agriculture a un impact au-delà de nos frontières. Cela appuie le fait que le changement est important.
- ✓ **Caillou** : Pas en accord avec le mythe de Nourrir le Monde (cf. présentation FAO) : Produire pour l'exportation est guidé par des facteurs économiques car, en réalité, le Sud pourrait tout à fait se nourrir sans nous. Il ne faut donc pas que cet argument soit utilisé au détriment de notre environnement et notre santé.

Nathalie Ricaille : Quelles sont vos réactions à propos des présentations antérieures sur le sujet des filières ?

D. Van Houtryve : a un avis positif, il y a un consensus sur le fait qu'il faille réfléchir au niveau des filières. Cela entraîne la question d'un soutien financier qui doit être renforcé et concentré. Actuellement, ces soutiens sont dispersés, il est donc essentiel de les recentrer pour maximiser leur impact sur chaque maillon de la chaîne.

Les valeurs de Farm for Good sont la transparence et l'ambition. Tout d'abord la transparence parce qu'elle signifie qu'il faut oser travailler ensemble, exprimer les défis de tous les mondes et être franc. Ensuite, il y a l'ambition car c'est la volonté de ne pas s'arrêter en si bon chemin

et qu'il faut que tout le monde se donne les moyens, et cela à chaque maillon. Le travail chez Farm for Good a une approche qualifiée de Bottom Up.

Exemple de suivi d'agriculteur·rices chez Farm for Good :

- ✓ Copain Group : a modifié son cahier charge pour accepter des farines avec un taux de protéines plus faibles et le rendre plus accessible à des producteurs travaillant en ABC
- ✓ Bister : invention d'une nouvelle recette de mayonnaise avec de l'huile de tournesol, et non de colza

A. Nachtergaele : Depuis de très nombreuses années, il y a des manquements au niveau du maillon de la transformation. Il faut faire une analyse pour bien identifier les maillons manquants, et faire attention à ne pas soutenir ceux qui émergent et font concurrence à ceux qui existent déjà. La compétitivité est une réalité de tous les jours avec laquelle il faut composer, notamment parce que le plus grand moyen de distribution est la Grande Moyenne Surface (GMS).

M.-A. Henin : La première des conditions vers la transition c'est l'information. Il manque de l'information chez les consommateur·rices. Notre qualité différenciée est cachée derrière le mot local. Ça met en concurrence avec des personnes qui sont locales mais qui ne font pas attention à l'environnement, au bien-être, etc.

Il faut plaider pour la rémunération des services écosystémiques : cela a demandé de l'énergie mais aujourd'hui c'est cette qualité qui nous rend compétitif.

D'où vient le surcôt du bio vs le conventionnel ? Où passent les marges ? La différence au niveau du prix des matières premières est minime. Pourquoi les autres intermédiaires de la chaîne de transformation et de distribution appliquent des marges différentes, rendant les produits finaux beaucoup plus chers ? Il est nécessaire de bénéficier d'une meilleure information pour comprendre pourquoi tout paraît plus cher.

Nathalie Ricaille : Que pensez-vous des réglementations en place en matière de durabilité pour mener la transition ?

D. Van Houtryve : C'est une opportunité. SBTI. Pour informer, il faut mesurer. Farm for Good a des indicateurs pour ça. Les indicateurs permettent à la fois aux agriculteur·rices de savoir quels leviers activer en priorité pour améliorer leur impact mais ils sont également utilisés pour convaincre les industriels, en leur permettant de valoriser la qualité différenciée dans leur reporting.

Il est nécessaire de mettre des prix différents pour présenter toutes les pratiques différentes. Car en effet, tout le monde est d'accord pour le principe d'une agriculture régénérative mais cela change quand on parle des prix.

A. Nachtergaele : Ces réglementations sont importantes. Il faut veiller à la manière dont c'est conçu. Pour l'instant, le poids administratif et de la récolte des données pour l'évaluation détourne toutes les acteur·rices de leur travail. Ce ne permet plus du terrain. C'est trop chronophage en temps et en argent. Il est difficile de monitorer et d'être sur le terrain en même temps. Il y a trop de paperasse sans cohérence.

M.-A. Henin : Si ça vient de l'administration, alors ce sera uniformisé. Le monitoring pourrait entièrement être pris en charge par l'administration.

P. Mattart (réaction directe) : Il est important de libérer les politiques publiques par rapport aux contraintes européennes. Notamment la contrainte de liberté de biens et de services et des règles d'état, empêche les pouvoirs régionaux de mieux soutenir les productions locales, différencier les qualités, etc. Nous sommes trop contraints par l'Europe, bien que je sois Europhile. En tant que consommateur, je n'achèterais pas tout. Il y a une concurrence déloyale : certains produits européens ne répondent pas aux standards qu'ils devraient dans la distribution.

Nathalie Ricaille : On parle de transition protéique, mais comment changer les habitudes de consommation ? Quels sont les moteurs de consommation ? Comment assurer une accessibilité à tous ?

P. Mattart : L'APAQ-W a réalisé une étude en 2020 sur la propension des personnes à consommer. Le critère prix est prépondérant. Le critère santé et environnement ne sont pas toujours avancés, malgré les préoccupations citoyennes autour du changement climatique. Les consommateur·rices se tournent vers le produit le moins coûteux. On observe un réel retour vers le hard discount. L'étude doit encore être actualisée, nous sommes en attente des résultats quantitatifs. Au niveau qualitatif, on observe qu'il y a un consensus de la part des secteurs économique, scientifique et politique autour de l'idée qu'il faut des comportements de consommation davantage liés à la santé. Un scénario redouté est celui de la non-accessibilité de l'alimentation par les personnes précarisées si on ne propose que de l'alimentation durable.

N. Guggenbühl : Nous sommes face à une équation complexe. On mange ce qui est produit mais la production ne dicte pas nécessairement ce qu'on mange. Les consommateur·rices dictent également la production : avec le goût notamment.

Si l'on prend l'assiette Planétaire (scénario EAT LANCET) : il faudrait consommer des protéines végétales à hauteur de 75g/jour. Aujourd'hui, nous en consommons 4g/jour.

Cette faible consommation est due en partie à la mauvaise image des légumineuses. Elles sont considérées comme le steak du pauvre. Nous avons besoin de les rendre plus attrayantes et de lever les barrières mentales. Il y a le souvenir de la guerre pour les personnes âgées. C'est un argument en faveur de la sensibilisation des jeunes publics et de les habituer au goût de ces produits.

Les alternatives à la viande ne sont pas attrayantes. Pour la rendre goûteuse, il faut ajouter du sel, du sucre ou du gras. Au niveau diététique, ce n'est vraiment pas top, mais la dimension de plaisir est fondamentale. Également, les produits ultra-transformés ne sont pas gorgés de nutriments. On parle de calories vides. Une nouvelle fois, il faut informer pour que le consommateur puisse décrypter l'étiquette.

P. Mattart : L'APAQ-W peut faire de la communication à propos de la transition protéique mais il faut que la filière existe pour la soutenir. La sensibilisation est importante : aussi bien en matière de santé, d'environnement, de développement durable, de climat.

C. Rousseau : Les campagnes de communication devraient toucher tout le monde. Or, ce n'est pas le cas. Ce n'est pas la mauvaise communication qui empêche les personnes de manger.

Définition de la précarité alimentaire : c'est le fait de ne pas avoir assez à manger, se priver (sauté un repas), ne pas avoir accès à de l'alimentation de qualité car il existe des déserts alimentaires en Wallonie, ne pas avoir accès à une cuisine équipée ou en tout cas qui permet de transformer des aliments, souffrir d'un handicap physique ou mental, fréquenter les services d'aide alimentaire, être isolé-e est un frein à cuisiner.

Il y a des freins structurels à l'accès à l'alimentation. Le financier n'est pas le seul. Il existe aussi le frein culturel, le frein de mobilité.

Mais, les personnes savent ce qu'est une alimentation de qualité, elles n'ont pas besoin d'y être éduquées. Le problème réside dans le manque d'accès.

Il faut une transition inclusive, c'est-à-dire travailler avec tou-tes, à partir du terrain. Toutes les mesures pensées pour la majorité de la population sont potentiellement excluantes pour les personnes précarisées. Or toutes les mesures prises et pensées par des personnes fragilisées, sont compatibles avec tout le monde.

Il n'y a de politique publique, pas d'aide du gouvernement pour ces structure d'aides alimentaires. Elles fonctionnent grâce à des dons, du bénévolat, à la récupération des invendus de l'agrobusiness. Ce n'est également pas facile de trouver des producteurs qui veulent travailler avec l'aide alimentaire.

D. Van Houtryve : Nous avons besoin de toute la chaîne de valeurs pour mobiliser la participation à cette aide alimentaire.

M.-A. Henin : On ne peut pas vendre en-dessous de nos coûts de production. La solution serait peut-être de vendre plus cher à certain-es personne pour compenser. La matière première n'est pas chère, mais les étapes suivantes le sont. On n'a pas la main mise sur le prix final en tant qu'agriculteur. On a besoin que les marges soient équitables.

C. Rousseau : Il est important de répondre aux urgences. Cependant, il est important de garantir un droit à l'alimentation. On parle de prix accessible et prix juste. C'est une équation impossible qui peut être résolue par les politiques.

Nathalie Ricaille : Quelle est la place de la grande distribution dans la transition ?

M.-A. Henin : Les marges ne doivent pas être plus élevées pour les aliments produits en transition.

P. Mattart : Il faut une justice d'ordre économique. On ne doit disqualifier personne, nous avons besoin de tout le monde, même de l'agroalimentaire, pour transitionner. Il faut que les marges profitent aux producteur·rices. On peut noter qu'il y a une grande évolution du côté de la distribution. Progressivement on avance.

D. Van Houtryve : La GMS est un moyen indispensable à la transition. L'industriel peut bouger, mais si la distribution ne bouge pas, ce n'est pas possible. Il faut travailler ensemble, et savoir comment communiquer. Nous travaillons avec la GMS et nous leur demandons : êtes-vous prêt-es à commercialiser tels produits avec des marges raisonnables ?

A. Nachtergaele : La GMS a son rôle à jouer. Il faut que l'ensemble de la filière avance ensemble vers plus de durabilité. Mais il ne faut pas donner plus de poids à un des maillons de la chaîne, ce n'est pas à la GMS de dicter la transition.

N. Guggenbühl : La GMS a une puissance, elle donne de la visibilité aux produits. On découvre ce qui est nouveau, et maintenant on peut même y voir de la pub pour les produits durables. Cette transition vers le végétal devrait coûter moins cher, alors que parfois c'est le contraire. J'ai du mal quand je vois le prix au kilo de la farine complète plus élevé que de la farine blanche ou des protéines végétales au même prix que de la viande. Il y a peut-être besoin d'une régulation ? Il y a aussi un besoin d'éducation chez les consommateurs. Beaucoup de gens qui ont les moyens ne mangent pas convenablement.

C. Rousseau : La GMS est à intégrer car c'est là où les personnes précarisées font leurs courses. Il ne faut pas ostraciser.

Questions/réponses avec les participant·es

Question de Michel Demarteau (MADiL) : à propos du nutriscore et de son bashing commercial

Réponse de N. Guggenbühl : Le nutriscore est un dispositif obligatoire sur l'emballage des denrées qu'il faut considérer pour ce qu'il est : il visible/vulgarise les informations de l'arrière du paquet pour les rendre accessibles. Sept pays européens soutiennent.

Beaucoup de fake news circulent à propos du nutriscore. Il ne faut pas comparer ce qui n'est pas comparable, il faut pouvoir faire de la pédagogie du nutriscore et encore une fois informer (certains produits ont un mauvais nutriscore or il est recommandé d'en consommer : question d'équilibre). Ça devient un sujet sociétal. C'est déplorable.

Question de Timothée Collin (Réseau GASAP) : Nous parlons de la consommation comme un problème, ne pourrait-on pas la voir comme une solution via les différentes coopératives qui se fédèrent, via plus de démocratie alimentaire ? Quid du volontarisme politique au niveau de l'accessibilité alimentaire : comment pérenniser ?

Réponse de D. Van Houtryve : Il existe beaucoup de fantasmes : la nourriture de qualité n'est pas hors de prix. Si on paie le prix juste et qu'on fait sauter les anomalies de la chaîne alimentaires (au niveau des marges trop élevées de certains), on peut avoir des prix abordables. C'est démontré par l'exemple.

Réponse de C. Rousseau (parlant en tant que président de la Botte Paysanne) : Le prix juste n'est pas toujours accessible. Le prix appliqué à la coopérative est souvent inférieur au prix trouvé dans des GMS de la région mais il reste trop élevé pour une tranche de la population. Mais il existe plusieurs projets de caisse de solidarité qui permettent des collaborations avec l'aide sociale. (Cfr : Projet du local dans mon point de vente)

Réponse de C. Rousseau : Les micro-projets sont intéressants pour créer du lien mais ça ne doit pas dédouaner les autorités politiques de leur devoir.

Question de Philippe Baret (Professeur UCLouvain et Docteur en agronomie) : Il faut penser à la pérennité et au futur en distinguant les différents acteurs. Si l'on se projette dans le futur (environ 5ans), c'est impossible de continuer comme on le fait maintenant.

Entendons-nous aujourd'hui pour ce qui est possible plus tard. Il est incompatible de suivre toutes les trajectoires. Il faut faire des choix. Un chiffre important est sorti d'une étude de Basic : 5.5 milliards d'euros sont dépensés pour le marketing dans le secteur de l'alimentation en France. Le choix des Français·es n'est clairement pas éclairé quant à leur consommation alimentaire.

Est-ce que ces 5.5 milliards ont pour projet une nourriture plus saine, plus locale et plus respectueuse de l'environnement ? Nous ramons avec des petites cuillères alors qu'ils ont des Boeings. Tout est un choix politique.

Réponse de A. Nachtergaele : Est-ce vraiment 5.5 milliards que pour le marketing ? Il faut mettre ces chiffres en perspective ? Je ne sais pas y répondre. Le marketing fait partie du système économique actuel. La pub fait partie du jeu, la pub est contrôlée, cadrée par certains mécanismes, on ne peut pas mentir aux consommateur·rices. Il y a dans l'industrie belge un cadre légal. C'est contrôlable. Il faut porter plainte en tant que consommateur·rices si on n'est pas d'accord.

Réponse de P. Mattart : Dans tous les secteurs, le marketing fait partie de l'équilibre économique. Il fait partie de l'économie. Ça fait partie des moyens de gérer les entreprises. Il faut éduquer les consommateur·rices pour avoir un esprit critique. Les 2 doivent coexister.

Intervention de Cécile Patris (CAN) : Il faut internaliser les 10 milliards de \$ de coût évoqué dans la présentation de la FAO.

Nathalie Ricaille - Mot de la fin : Dans 5 ans, que nous faut-il pour mener à bien la transition ?

C. Rousseau : Pour dans 5 ans, j'aimerais que tous les enfants aient accès à une cantine durable.

D. Van Houtryve : Tout est possible, le plus important c'est de travailler ensemble, se fédérer et avancer.

M.-A. Henin : Dans 5 ans, il y aura de l'information autour des différents enjeux. Les circuits courts devraient aussi faire leur propre critique. C'est un danger car il faut prendre en compte le coût sur l'environnement, qui n'est pas forcément pris en compte quand c'est local.

A. Nachtergaele : dans 5 ans, il faut densifier le système alimentaire : il faut plus d'agriculteur·rices, plus d'entrepreneurs, dans une perspective durable. Il faut également maintenir une forme de solidarité : toutes les productions agricoles doivent être positives et importantes. Nous avons besoin d'un grenier agricole belge.

P. Mattart : Le niveau de conscience et d'information des consommateur·rices influencent leurs habitudes de consommation et la production.